

# La Réplique

**RIPOSTE AUX  
ATTAQUES CONTRE LES  
RÉGIMES DE RETRAITE  
EN ALBERTA ET AU  
QUÉBEC**

**LOI SUR  
« L'INIQUITÉ »  
DES ÉLECTIONS**

**Focus : Les vrais  
coûts de l'éducation  
postsecondaire  
pour les étudiants**

**Pour de meilleures  
communautés :  
trousse d'outils pour  
un financement  
équitable des  
municipalités du  
Canada**

AFFICHE À CONSERVER  
SUR L'ÉDUCATION  
POSTSECONDAIRE



« Souvent, le processus budgétaire municipal ne fournit que des chiffres, sans mentionner l'impact positif des dépenses. Il faut voir les choses autrement. Déterminons ce dont nos communautés ont besoin, puis parlons des moyens à prendre pour atteindre notre but. »

Katrina Miller, auteure de *Pour des meilleures communautés : une trousse d'outils*. p.6

# Fin des compressions dans les régimes de retraite, du moins pour l'instant

Une loi qui menace la sécurité à la retraite de centaines de milliers d'Albertains a été mise de côté par le gouvernement provincial, du moins pour l'instant.

Après avoir affirmé obstinément pendant des mois que les régimes de retraite du secteur public devaient subir des compressions radicales, le ministre des Finances de l'Alberta a annoncé que les projets de loi 9 et 10 seraient renvoyés à un comité parlementaire pour étude. Le

comité tiendra aussi des audiences publiques. Les projets de loi devaient initialement être adoptés ce printemps.

Pour la présidente du SCFP-Alberta Marle Roberts, cette volte-face est due à la persévérance des employés de première ligne du secteur public, qui ont appelé leurs députés, leur ont écrit et les ont rencontrés pour bloquer l'adoption des modifications législatives.

« Depuis le début, nous

disons au gouvernement que les changements aux régimes de retraite doivent être négociés et non imposés par une loi. Nos membres ont pris la chose au sérieux et se sont fait entendre », a affirmé Mme Roberts.

S'ils avaient été adoptés, ces projets de loi auraient affaibli la sécurité à la retraite de centaines de milliers d'Albertains en permettant la conversion de régimes de retraite à prestations déterminées modestes, mais stables, en véhicules moins fiables. Ils auraient aussi permis aux employeurs de s'attaquer aux prestations déjà acquises, de réduire l'accessibilité à la retraite anticipée et d'éliminer la garantie d'indexation des prestations de retraite.

En plus de présenter le

projet de loi 9, qui sabrait les régimes de retraite des employés de première ligne du secteur public, le gouvernement a surpris les observateurs en ajoutant le projet de loi 10, qui permettrait aux employeurs du secteur privé de convertir unilatéralement des régimes à prestations déterminées en régimes à prestations « cibles », réduisant ainsi la sécurité des retraités.

Depuis la divulgation de ces projets de loi en septembre, des milliers d'Albertains ont décidé d'en apprendre plus sur la question et ont rendu visite à leurs députés, écrit aux premiers ministres Redford et Hancock, signé des pétitions et manifesté devant l'assemblée législative et aux quatre coins de la province.

Dans leur bataille contre

ces changements, les travailleurs et les retraités de l'Alberta peuvent compter sur des alliés comme le maire de Calgary, Naheed Nenshi, et l'Association des districts municipaux et des comtés de l'Alberta.

La tenue d'audiences publiques sur les projets de loi satisfait Marle Roberts. « Des négociations auraient été préférables. Mais on peut espérer que ce soit le début d'un processus plus respectueux qui accroît la sécurité à la retraite au lieu de l'affaiblir », a-t-elle précisé.

Et si le gouvernement ne faisait que retarder les compressions? Au cas où, les travailleurs de première ligne ont mémorisé les numéros de téléphone et les courriels de leurs députés locaux.

■ Lou Arab

## Les grévistes de Naramata apprécient l'appui

Selon la présidente de la section locale 608 du SCFP Brianne Hillson, la solidarité démontrée par le SCFP et les autres syndicats a été fort appréciée du petit groupe de grévistes du Centre Naramata de l'Église Unie. Leurs confrères et consœurs syndicaux ont participé à une manifestation en appui aux grévistes fin mai.

Le secrétaire-trésorier du SCFP-Colombie-Britannique, Paul Faoro, a promis de continuer à appuyer les grévistes. Selon lui, ils sont victimes de la très mauvaise gestion et des importantes difficultés financières du Centre Naramata. Paul Faoro croit que le conseil d'administration devrait sous-traiter la gestion, au lieu du travail des employés de première ligne.

Les membres de la section locale 608 du SCFP du Centre Naramata de l'Église Unie offrent un large éventail de services pour assurer le fonctionnement des installations d'hébergement toute l'année. Les 30 employés syndiqués ont déclenché une grève illimitée le 15 mai.

■ SCFP.CA



Plus de 2000 personnes ont bravé des froids sibériens de -35C pour protester contre les compressions proposées aux régimes de retraite. Deux mois plus tard, le gouvernement conservateur a reculé.

LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP

ÉTÉ 2014

# La Réplique

ISSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à :

SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, ON, K1G 0Z7  
Téléphone : 613-237-1590  
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à :  
SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

**Rédactrice en chef** Catherine Louli  
**Directrice des communications** Heather Fraser

**Graphiste** Jocelyn Renaud

**Adjointes à la rédaction**  
Hélène Bélanger • Manon Lajoie • Philippe Gagnon

**Collaborateurs** Andrea Addario • Lou Arab • James Chai • Lisa Djevahirdjian • Tria Donaldson • Riccardo Filippone • Philippe Gagnon • David Jacks • Karin Jordan • John McCracken • Janet Szliske • Greg Taylor • Kevin Wilson • Margot Young

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
**CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

**Président national** Paul Moist

**Secrétaire-trésorier national** Charles Fleury

**Vice-présidences générales**  
Daniel Légère • Lucie Levasseur • Fred Hahn • Kelly Moist • Marle Roberts

**Vice-présidences régionales**

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Danny Cavanagh / Nouvelle-Écosse • Stephen Drost / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Denis Bolduc, Marco Lutfy / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Mike Davidson / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • Don Monroe / Alberta • Mark Hancock, Victor Elkins / Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité**  
Brian Barron • Yolanda McClean

# Loi sur « l'iniquité » des élections : le travail de l'opposition porte ses fruits

Confrontés à un gouvernement conservateur majoritaire, les progressistes



pourraient décider de jeter l'éponge. Après tout, d'ici à ce qu'il se fasse montrer la porte par les Canadiens, Stephen Harper a assez de votes pour faire adopter toutes les lois qu'il veut. C'est peut-être vrai, il ne faut pas seulement s'arrêter aux résultats des votes.

La récente bataille sur la loi sur « l'iniquité » des élections de Stephen Harper en est un bon exemple. Cette loi absolument terrible, contre laquelle les progressistes ont lutté bec et ongles, a quand même été adoptée. Alors, les nombreux mois passés à s'y opposer ont-ils été une immense perte de temps?

Pas du tout.

Revoyons le fil des événements. Les conservateurs ont présenté la loi sur « l'iniquité » des élections en jurant à qui voulait l'entendre qu'ils ne changeraient pas une virgule.

En réponse, une large coalition s'est formée. Composée notamment du NPD, du Conseil des Canadiens, de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, de syndicats, de groupes de défense des droits de la personne et des libertés civiles, de groupes de lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale et de l'organisation À l'Action, ce regroupement a décidé de faire du bruit. Les pétitions, les campagnes en

ligne, les articles de journaux, les entrevues dans les médias et les manifestations se sont poursuivis pendant des mois.

Résultat? Stephen Harper a reculé.

Le gouvernement était bien décidé à adopter sa mauvaise loi telle quelle mais, grâce à la pression publique générée par nos efforts de mobilisation, le gouvernement a abandonné quelques-uns des pires éléments du projet de loi.

Ce recul est une grande victoire, mais il y a plus. Les efforts de mobilisation ont renforcé les liens entre de nombreux groupes et militants. Surtout, ils ont permis aux organisations progres-

sistes de rejoindre et de convaincre des millions de Canadiens grâce aux médias sociaux, aux envois courriel, aux journaux locaux, à la radio, aux entrevues à la télévision, etc. Ce réseau sera fort utile lorsque viendra le temps de défaire le gouvernement Harper en 2015.

Finalement, ces actions concertées rappellent au gouvernement Harper majoritaire que ce n'est pas parce qu'il a la capacité de faire à sa guise qu'il s'en tirera toujours.

Donc, même si nous avons perdu le vote final, est-ce que le combat en valait la peine? Absolument!

■ Riccardo Filippone

## La solidarité, la clé de la victoire des travailleurs des services alimentaires de Trent

L'entreprise Groupe Compass venait à peine de prendre en charge les services alimentaires à l'Université de Trent, que les 80 travailleurs de ces services, membres de la section locale 3205 du SCFP, ont dû composer avec les demandes de concessions de leur nouvel employeur. Le Groupe Compass, un géant de l'industrie de l'alimentation, souhaitait profiter des négociations pour atteindre un triple objectif : affaiblir la convention collective, miner le moral des travailleurs et briser le syndicat.

Des baisses salariales radicales, la réduction des avantages sociaux, l'élimination de services, la diminution du personnel à temps plein et bien d'autres reculs visant à supprimer des droits acquis depuis 25 ans étaient au nombre des concessions exigées. Pour riposter, les membres ont fait preuve de solidarité et ils ont demandé aux autres groupes syndicaux sur le campus et à la communauté universitaire de faire de même. Ils ont aussi

fait pression sur l'Université de Trent pour qu'elle incite le Groupe Compass à traiter ses travailleurs équitablement.

« Nous avons reçu un appui extraordinaire du SCFP, des autres syndicats, des professeurs, des travailleurs universitaires et du public. Nous pensions vivre une transition normale avec notre nouvel employeur, comme promis par l'Université, mais Compass est arrivé avec une longue liste de concessions. Nous nous sommes immédiatement tournés vers notre syndicat et nous avons organisé une campagne publique. Ce qui nous a permis de résister à cette grande entreprise », a souligné la présidente de la section locale 3205 du SCFP, Judie Gates.

Cette riposte de la section locale 3205 illustre ce qu'il est possible de faire grâce à la solidarité, que la section locale soit grande ou petite.

■ James Chai

PRÉSIDENT NATIONAL PAUL MOIST

## Services de garde à l'enfance : il existe une meilleure façon de faire

Nos enfants viennent de terminer une autre année scolaire. Même si les travailleurs de partout au Canada profitent de l'été pour avoir des vacances en famille, ils doivent se préparer à relever un défi chaque année plus difficile : trouver des services de garde d'enfants de qualité et à coût abordable.

Les conservateurs font tout ce qu'ils peuvent pour éliminer notre filet de sécurité sociale. Pourtant, les jeunes mères et pères d'aujourd'hui, qui doivent travailler plus fort et plus longtemps que les générations précédentes, ont souvent de la difficulté à joindre les deux bouts.

Les membres du SCFP savent que trop de familles n'ont pas accès à des garderies de qualité. Or, il est possible de changer cela. Nous collaborons en effet avec une coalition de syndicats et de militantes du secteur des services de garde pour remettre le dossier des garderies au cœur du débat public.

La campagne Repensons les services de garde est un projet pluriannuel qui vise à trouver une meilleure

façon de faire garder les enfants au Canada. La première phase incitait les Canadiens à organiser des assemblées de cuisine avec les membres de leur famille, leurs voisins et leurs concitoyens pour raconter leurs histoires et créer des liens. À mesure que les conversations et les liens prendront de l'ampleur, nous espérons inviter les Canadiens à trouver de meilleurs moyens pour que toutes les familles aient accès à des services de garde d'enfants de qualité et à coût abordable.

Nous espérons aussi que ces liens se renforceront à l'approche des élections fédérales de 2015. Les garderies sont non seulement essentielles pour les familles, mais sont aussi extrêmement importantes pour l'économie de notre pays.

Des services de garde à l'enfance de qualité et à coût abordable permettent aux parents d'obtenir l'éducation et la formation dont ils ont besoin pour trouver de bons emplois. Il est temps que le gouvernement fédéral reconnaisse pleinement que l'investissement dans des services de garde à l'enfance et d'éducation de la petite enfance de qualité favorise l'emploi, réduit la pauvreté et stimule l'économie au bénéfice de tous les Canadiens.

Ainsi, au cours des prochains mois, tout en profitant de l'été, pensez à discuter de cet important enjeu dans votre entourage. Des barbecues en famille, en passant par les terrains de camping, les foires et les festivals, toutes les occasions sont bonnes pour parler d'une meilleure façon de faire pour les services de garde à l'enfance.

Je vous souhaite un magnifique été. Profitez-en de façon sécuritaire.

GARDERIESPUBLIQUES.ORG

PAUL MOIST EN LIGNE  [twitter.com/CUPENatPres](https://twitter.com/CUPENatPres)



# FOCUS:

L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE



## UNE ÉDUCATION EN INFLATION

AU CANADA, LE COÛT D'UNE FORMATION UNIVERSITAIRE A RADICALEMENT AUGMENTÉ DEPUIS 1990. TOUT LE RESTE AUSSI?



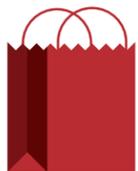
LES DROITS DE SCOLARITÉ ONT GRIMPÉ DE

# 352 %



LE SALAIRE MINIMUM A AUGMENTÉ DE

# 98 %



LE COÛT DU PANIER D'ÉPICERIE A AUGMENTÉ DE

# 61 %



LE COÛT DES LOYERS A AUGMENTÉ DE

# 41 %

Source : CCPA

### Contraire au standard universitaire, l'adoption du modèle de « centre d'appels » suscite des inquiétudes à l'Université d'Athabasca

L'Université d'Athabasca, l'un des plus grands établissements de formation à distance au Canada, passera d'un modèle de « tutorat », qui permet aux étudiants de faire appel à un expert universitaire pour toutes leurs questions, à un modèle de « centre d'appels », en vertu duquel les étudiants parleront à une nouvelle personne chaque fois qu'ils auront besoin d'aide.

« L'Université d'Athabasca dévalue ses programmes et nuit à sa réputation en imposant un modèle de centre d'appels. Ce choix mènera à une réduction des normes d'enseignement pour ces cours. Il ne s'agit pas seulement de dire si la réponse fournie est bonne ou mauvaise », a déploré le porte-parole de la section locale 3911 du SCFP, Ronnie Joy Leah.

Les membres de la section locale 3911 ont créé le site **PROTECTLEARNING ATAU.CA**. Ils demandent aux membres de la communauté universitaire et au public de faire pression en faveur de meilleures normes d'enseignement.

Imaginez suivre un cours où vous ne rencontrez jamais votre professeur et où chaque fois que vous demandez de l'aide, c'est une nouvelle personne qui répond à vos questions. Imaginez que la personne qui note votre dernier travail n'est pas la même que celle qui a noté le dernier test, ni celle qui a répondu à votre question au sujet de la documentation, elle-même différente de la personne qui a répondu à vos questions précédentes au sujet de la documentation, et de la

personne qui vous fournit des explications sur votre note finale.

C'est pourtant ce scénario que vivront les étudiants d'Athabasca. Et ce n'est pas une sinécure pour le personnel non plus. Les tuteurs de l'Université d'Athabasca, qui étaient payés en fonction des blocs d'étudiants qu'ils desservaient, doivent maintenant faire du travail à la pièce et inscrire chaque interaction avec les étudiants à la minute près et facturer en conséquence.

Sur le site **PROTECTLEARNINGATAU.CA**, vous trouverez une carte postale électronique que vous pouvez envoyer aux représentants universitaires et gouvernementaux en quelques clics de souris.

■ Lou Arab



### PROFIL SUPRIYA SYAL

## La solidarité et l'action collective

*La solidarité, comme la connaissance, n'a pas de frontière. Supriya Syal, de la section locale 3902 du SCFP, en est la preuve vivante. Son implication au sein du mouvement syndical a débuté en Inde et elle se poursuit aujourd'hui à l'Université de Toronto.*

« Je viens d'une famille syndicale et l'idée de l'action collective m'a toujours enthousiasmée », a affirmé Supriya Syal. Maintenant boursière de recherches postdoctorales de l'Université

de Toronto, Mme Syal est présidente de l'unité 5 de la section locale 3902 du SCFP, qui tente d'obtenir sa première convention collective.

« Nous venons de former notre unité. Tout en tenant compte du mandat plus large de la section locale, je représente les boursiers de recherches postdoctorales afin que leurs intérêts soient défendus auprès de l'employeur », a-t-elle précisé.

Supriya Syal siège également au comité de négociation de l'unité, en plus de son travail postdoctoral en psychologie et en neuroscience. « Le contexte postdoctoral est un créneau universitaire

spécial », a-t-elle souligné.

« Dernièrement, on a beaucoup parlé, dans le milieu universitaire, de l'expérience postdoctorale, du fait qu'elle se prolonge de plus en plus, que nous créons beaucoup plus de doctorants que de postes d'enseignants à l'université, qu'il faut commencer à voir les déficits d'infrastructure des universités et se demander ce que cela révèle de notre société, que nous offrons des salaires de misère à ceux qui ont obtenu le diplôme le plus élevé qui soit et qui consacrent leur vie à la recherche. Je crois que la syndicalisation des postdocs s'inscrit dans ce



dialogue – c'est-à-dire qu'une meilleure vie doit être possible. »

Avec son travail postdoctoral, les négociations pour une première convention collective avec l'Université de Toronto et ses fonctions de présidente de l'unité postdoctorale de la section locale 3902 du SCFP, il ne lui reste plus beaucoup de temps à consacrer à d'autres activités. Malgré tout, Mme Syal et son partenaire réussissent à profiter des nombreux lieux, sons, odeurs et goûts qui font de Toronto une ville si intéressante.

« C'est de plus en plus difficile de le faire, mais nous aimons beaucoup nous rendre aux magnifiques plages qu'offre la ville », a-t-elle indiqué.

■ Kevin Wilson

« Des droits de scolarité élevés et des prêts comme principale source de financement étudiant font grimper la dette des étudiants à des niveaux record. »

Jessica McCormick, Fédération canadienne des étudiantes et étudiants

## Ce que je n'oublierai jamais de l'université : ma dette accablante!



**A** lors que les cérémonies de remise des diplômes se déroulaient partout au pays, la dette étudiante moyenne atteignait près de 27 000 dollars au Canada. Dans ce contexte, un étudiant de l'Université de la Colombie-Britannique a profité de la campagne Twitter de l'université #Je n'oublierai jamais UBC... pour répondre « à cause de ma dette écrasante ». Cela reflète la réalité de bien des nouveaux diplômés. « Des droits de scolarité élevés et des prêts comme principale source de financement étudiant font grimper la dette des étudiants à des niveaux record. Des droits qui grimpent en flèche, l'immense dette étudiante, le chômage élevé chez les jeunes, sans oublier l'étiollement de la classe moyenne, tout cela fait que cette génération pourrait être la première à réussir moins bien que celle qui l'a précédée », a déploré Jessica McCormick, de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants.

Des données compilées par le Centre canadien de politiques alternatives

(CCPA) démontrent que les étudiants doivent travailler plus longtemps pour payer leurs études universitaires qu'il y a une génération. Les statistiques varient toutefois grandement selon les provinces.

C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que les études coûtent le moins cher. Dans cette province, comparativement à 1975, un étudiant doit travailler environ une semaine de plus au salaire minimum pour payer les droits de scolarité de ses études universitaires de premier cycle. C'est en Ontario, où l'on retrouve le plus grand nombre d'étudiants universitaires du premier cycle, que la facture est la plus salée. Les étudiants ontariens doivent travailler au moins deux fois plus au salaire minimum que la génération précédente pour payer leurs droits de scolarité.

« Les priorités ont changé. Avec la baisse du financement public et sa substitution par de l'aide fournie une fois les dépenses engagées par les étudiants (crédits d'impôt ou remboursement des prêts étudiants), le coût de l'éducation supérieure est refilé aux étudiants et à leurs familles. Pourtant, des recherches internationales illustrent de manière concluante les bienfaits exponentiels procurés par une société plus instruite. Nous devrions donc partager le coût de l'éducation en rendant le système d'études postsecondaires plus accessible, plus abordable et plus imputable », a souligné Erica Shaker, du CCPA.

Financer l'éducation par la dette étudiante est inévitabile. En exigeant des étudiants à faible et à moyen revenu qu'ils financent leur éducation en s'endettant, on

les oblige à payer plus pour leur instruction que ceux qui ont les ressources voulues pour assumer le plein coût de cette éducation dès le départ. En effet, les étudiants qui paient leurs droits de scolarité sans s'endetter ne paient que le prix « affiché », tandis que ceux qui doivent emprunter paient leurs droits, plus les intérêts accumulés sur leur dette.

« Les étudiants d'aujourd'hui ne réclament ni cadeaux, ni traitement de faveur. Ce que veut cette génération, et ce dont elle a besoin, c'est du même appui et des mêmes outils de réussite dont ont bénéficié les étudiants de la génération précédente. Si nous ne sommes même pas en mesure d'offrir ce soutien de base, alors nous avons vraiment échoué, non seulement pour cette génération-ci, mais aussi pour les prochaines », a souligné Jessica McCormick.



Le SCFP est favorable à l'adoption de critères nationaux pour le financement des programmes d'éducation postsecondaire. Nous voulons assurer la qualité et l'accessibilité de l'éducation postsecondaire publique. Pour en savoir plus sur les positions du SCFP, lisez notre brochure intitulée *Éducation postsecondaire : nos choix, notre avenir*.

■ Margot Young

## Têtes-à-têtes!



### Le SCFP remporte sa bataille contre les frais afférents au Manitoba

Les membres de la section locale 3909 du SCFP de l'Université du Manitoba ont été stupéfaits d'apprendre que l'établissement d'enseignement comptait augmenter les frais afférents des étudiants des deuxième et troisième cycles de 350 pour cent. La section locale 3909 représente plus de 2000 adjoints à l'enseignement, évaluateurs, instructeurs et bibliothécaires de l'institution, dont beaucoup sont aussi des étudiants aux cycles supérieurs. « Bon nombre d'étudiants financent leurs études en travaillant à temps partiel sur le campus. Dollar pour dollar, la hausse des frais aurait fait baisser la valeur de leur travail », a expliqué la présidente de la section locale, Ana Vialard Hart.

La section locale 3909 est immédiatement passée à l'action. Un communiqué de presse et un bulletin aux membres condamnant les agissements de l'Université ont été envoyés. D'autres groupes du campus, comme l'Association des étudiants des cycles supérieurs, ont organisé des forums et une manifestation pour s'opposer à l'importante hausse de frais. Grâce à la réaction immédiate des membres et de leurs alliés, le ministre de l'Éducation du Manitoba s'en est mêlé et a fait avorter les plans de l'Université.

« Nous sommes heureux que le gouvernement comprenne que cette hausse aurait eu des conséquences néfastes sur nos membres et sur l'ensemble du corps étudiant. Grâce à la réaction rapide de nos membres, la hausse des frais a été rejetée une semaine après son annonce », a déclaré la présidente du SCFP-Manitoba, Kelly Moist.

La section locale 3909 du SCFP se bat vigoureusement pour une éducation postsecondaire publique à coût abordable au Manitoba. Bien que la bataille continue, une grande victoire vient d'être remportée.

■ David Jacks

# Le SCFP lance sa trousse d'outils pour le financement équitable aux assises de la FCM

La nécessité de trouver de nouvelles façons plus équitables de financer les municipalités était au centre des discussions à la conférence annuelle de la Fédération canadienne des municipalités cette année.

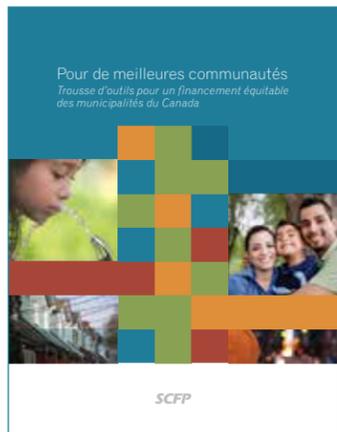
Le SCFP a contribué au débat grâce à un nouveau guide qui réclame l'accès à des sources de revenus progressives pour toutes les municipalités. Le document intitulé *Pour de meilleures communautés : trousse d'outils pour un financement équitable des municipalités du Canada* examine l'état des revenus municipaux et propose de nouvelles sources de financement équitables.

Le SCFP a présenté le document dans le cadre d'un atelier auquel ont assisté les leaders municipaux réunis à Niagara Falls pour la conférence.

« Il y a urgence. Il est crucial, pour notre santé sociale et économique, d'avoir de nouvelles sources de financement qui font en sorte que ceux qui ont plus de moyens assument une plus grande part des coûts », a affirmé le président national du SCFP, Paul Moist, lors de l'atelier.

« Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays,

les administrations municipales du Canada dépendent lourdement de l'impôt foncier et des frais d'utilisation, ce qui est inéquitable et insuffisant. Avec ces taxes régressives, le fardeau financier des personnes à faible revenu est plus élevé que celui des personnes qui gagnent mieux leur vie. En plus, elles contribuent aux inégalités de revenus », a-t-il expliqué.



Les municipalités de toutes tailles doivent relever d'importants défis et ce sont les services et les infrastructures qui en souffrent.



#### Transfert de responsabilités

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont confié de nouvelles responsabilités aux municipalités sans leur accorder le financement nécessaire pour offrir les services.



#### Une population croissante et vieillissante

Une population croissante et vieillissante accroît la demande pour les services publics.



#### Changements climatiques

Des orages destructeurs, des températures qui grimpent et des inondations endommagent les infrastructures locales.



#### Croissance de l'écart des revenus entre les riches et les pauvres

L'écart croissant entre les riches et les pauvres menace la stabilité sociale et économique des communautés.

Voyez ce qui peut être fait pour mieux financer les municipalités et construire des communautés équitables et durables.

« Nous devons nous doter d'une approche équilibrée, avec de meilleurs outils de création de revenus municipaux », a pour sa part déclaré le maire de Centreville-Wareham-Trinity à Terre-Neuve-et-Labrador, Churence Rogers, qui participait aussi à l'atelier.

M. Rogers, qui est aussi président des Municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador, dirige une campagne provinciale en faveur d'un nouveau cadre fiscal municipal. Le cadre envisagé comprend plusieurs sources de revenus, dont un accès des municipalités à une part de l'impôt provincial sur le revenu.

« En partageant ne serait-ce qu'un pour cent de l'impôt provincial sur le revenu, on pourrait augmenter considérablement le financement

prévisible à long terme, ce dont les municipalités ont désespérément besoin », a poursuivi Churence Rogers.

Pour diversifier et améliorer les sources de revenus municipaux, il faut élargir le débat.

#### « IL Y A URGENCE.

**IL EST CRUCIAL, POUR NOTRE SANTÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE, D'AVOIR DE NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT QUI FONT EN SORTE QUE CEUX QUI ONT PLUS DE MOYENS ASSUMENT UNE PLUS GRANDE PART DES COÛTS »**

« Souvent, le processus budgétaire municipal ne fournit que des chiffres, sans mentionner l'impact positif des dépenses. Il faut voir les choses autrement. Déterminons ce dont nos communautés ont besoin, puis parlons des moyens à prendre pour atteindre notre but », a proposé, la conférencière invitée à l'atelier et auteure de la trousse, Katrina Miller.

« Nous devons favoriser la littéracie pour que les gens aient une meilleure compréhension des budgets et qu'ils appuient les dépenses consacrées à des services publics universels. Et ils le feront »,

a affirmé Mme Miller, chercheuse et organisatrice communautaire de Public Interest, un organisme basé à Toronto. Le fait de lier directement les taxes à ce que reçoivent les citoyens en échange est un antidote puissant à l'appel de la droite en faveur des baisses et des gels d'impôts.

« Dans la lutte contre les inégalités, les dépenses municipales sont un élément critique. Pour chaque dollar d'impôt consacré aux programmes sociaux et à l'infrastructure, nous obtenons un rendement deux fois supérieur à celui d'un dollar consacré aux baisses d'impôts. Loin d'être un fardeau, les impôts sont une aubaine », a précisé la présidente des Canadiens pour l'équité fiscale, Diana Gibson.

Mme Gibson est co-auteure d'un document de recherche sur les revenus municipaux équitables que le SCFP publiera au cours des prochains mois.

La trousse examine divers outils de création de revenus et les évalue en fonction de leur équité, de leurs effets sur les finances municipales et de leur facilité d'utilisation.

On peut se procurer *Pour de meilleures communautés : trousse d'outils pour un financement équitable des municipalités du Canada* à [SCFP.CA/MUNICIPALITES](http://SCFP.CA/MUNICIPALITES).

■ Karin Jordan

## en bref

### Le système de buanderies d'hôpitaux de la Saskatchewan n'est pas à vendre

Les participants aux cours d'été du SCFP-Saskatchewan ont organisé une manifestation à l'occasion du premier anniversaire de l'annonce par le gouvernement de la Saskatchewan de la privatisation de l'ensemble du système de buanderies en milieu hospitalier. Un contrat de 10 ans a été octroyé à K-Bro linens, une entreprise privée basée en Alberta. Toutes les buanderies régionales fermeront leurs portes et environ 400 membres du SCFP perdront leur emploi. Le SCFP lutte pour protéger ces travailleurs et pour garder tous les aspects du système de santé dans le domaine public.

■ Tria Donaldson



### Le SCFP-C.-B. solidaire des enseignants

Le président du SCFP-Colombie-Britannique, Mark Hancock, s'est joint aux membres et à l'exécutif de la section locale 379 du SCFP qui piquetaient à Burnaby en appui aux enseignants de la province (quatrième à partir de la gauche sur la photo). Ces derniers ont amorcé des grèves tournantes en mai. Membres du SCFP, les travailleurs de soutien du secteur de l'éducation ont commencé à négocier en juin avec le même employeur. La priorité est le financement de l'éducation, après plus d'une décennie de sous-financement chronique.

■ Janet Szliske



### Entente après 10 mois de grève à Bonfield

Un règlement a été conclu entre le canton de Bonfield et la section locale 4616-2 du SCFP après 10 mois de conflit.

« Nous avons travaillé vraiment très fort pour obtenir une entente qui soit acceptable tant pour nous que pour le canton. Nous avons finalement réussi à repousser toutes les concessions majeures. Et surtout, les cinq travailleurs que le maire McLaren avait congédiés pendant la grève ont été réintégrés », a déclaré la porte-parole des grévistes, Diane Francœur.

« Les travailleurs de Bonfield qui ont fait la grève pendant 10 mois ont été une source d'inspiration pour tout le SCFP », a affirmé le président national, Paul Moist. Il a rendu visite aux membres sur la ligne de piquetage et il a dirigé les efforts de financement pour leur venir en aide.

« Les membres de Bonfield ont fait preuve de courage durant cette grève. Ils n'étaient toutefois pas seuls sur la ligne de piquetage, car les membres du SCFP ont recueilli des fonds pour témoigner de leur solidarité. Ainsi, 42 000 dollars ont été amassés en Ontario et 5650 dollars à Terre-Neuve-et-Labrador. Le SCFP national a pour sa part fourni un montant total équivalent », a affirmé le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury.

Les travailleurs de Bonfield ont bénéficié d'un soutien incroyable de la part des sections locales de tout le pays. « L'hiver a été long et difficile, et l'appui de ces sections locales nous a permis de tenir pendant 10 mois », a conclu Mme Francœur.

■ Andrea Addario



## Plus de 10 000 manifestants devant l'Assemblée nationale

**A**u mois de mai, plus de 10 000 membres de la Coalition syndicale pour la libre négociation ont manifesté devant l'Assemblée nationale. Ils ont clamé que « **la négociation, ça marche** » et qu'ils souhaitent « **la négociation, pas la confrontation!** » Leur but est de convaincre le gouvernement du Québec de protéger le processus de négociation dans le dossier des régimes de retraite des employés municipaux. Ces cols blancs, cols bleus, policiers, pompiers, professionnels et employés de sociétés de transport soulignent que leurs syndicats font leurs devoirs et que la négociation donne des résultats probants.

« Les membres de la Coalition se sont déplacés en

très grand nombre de partout au Québec pour lancer un message très clair au premier ministre Couillard et au ministre Moreau : laissez-nous négocier, nous livrons la marchandise, nous trouvons des solutions sur mesure. Un carcan législatif, que ce soit sur le service passé ou encore sur le partage de déficits passés et futurs, fausserait les négociations et nuirait aux relations de travail », a souligné Marc Ranger, directeur adjoint au SCFP et porte-parole de la Coalition.

« Les syndicats du monde municipal sont extrêmement actifs et responsables dans le dossier des régimes de retraite. Ils en font la preuve toutes les semaines. Par exemple, pas plus tard que samedi dernier, les cols bleus de la Ville de Québec ont consenti à des

efforts importants pour solidifier leur régime. Il n'y a aucun besoin de sortir un bulldozer législatif puisque la négociation porte fruit, même avec la Ville de Québec! », de mentionner Marc Ranger.

Lancée le 20 mars dernier sur le thème « **La négociation, pas la confrontation!** », la Coalition regroupe au total plus de 65 000 membres cols blancs, cols bleus, pompiers, policiers, professionnels et employés de sociétés de transport. Elle représente la quasi-totalité des employés municipaux syndiqués du Québec. Elle s'oppose catégoriquement à tout projet de loi qui compromettrait le droit fondamental à la libre négociation dans le dossier des régimes de retraite.

■ Lisa Djehardjian

## Les sections locales du SCFP du Cap-Breton lancent le concours du « pire nid-de-poule »

Imaginez une ville canadienne où aucune route importante n'a été asphaltée depuis deux ans. Maintenant, imaginez qu'elle se trouve aussi dans une région connue pour son climat parmi les plus rigoureux au pays. C'est exactement ce qui se passe à la municipalité régionale de Cap-Breton et c'est pour cette raison que le syndicat représentant les travailleurs municipaux a lancé le concours du « pire nid-de-poule ».

Pour participer au concours, les Cap-Bretonnais doivent aller à [FACEBOOK.COM/CBRMPOTHOLE](https://www.facebook.com/CBRMPOTHOLE), « aimer » ou « partager » la page, puis afficher une photo du pire nid-de-poule. Ils pourraient ainsi gagner un iPad Mini.

Les travailleurs de la municipalité régionale de Cap-Breton (cols bleus, cols blancs et brigadiers scolaires) sont représentés respectivement par les sections locales 759 et 933 du SCFP.

■ John McCracken



### SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

## Nous avons les moyens financiers pour soutenir nos ressources humaines

**L**a croissance du SCFP se poursuit, tout comme celle de son budget de fonctionnement. Grâce à notre budget de 178 millions de dollars pour 2014, nous respecterons toutes nos obligations financières. Mais avec une hausse des revenus de capitation d'à peine 0,8 % ou 1,4 million de dollars cette année, l'élaboration du budget de 2014 a été un véritable défi.

Nous devons tenir compte de la réalité économique. Pour la première fois depuis de nombreuses années, nous avons terminé l'année 2013 avec un déficit d'exploitation. De plus, les facteurs contribuant au ralentissement de la croissance des revenus demeurent.

Premièrement, dans la foulée de la crise financière de 2008, la renégociation des conventions collectives s'est effectuée dans un climat d'austérité. Nous avons donc vu beaucoup de gels ou de très petites augmentations salariales.

Deuxièmement, même si notre effectif continue de grandir, presque toute cette croissance est due à des travailleurs à temps partiel, occasionnels et temporaires.

Enfin, notre effectif se renouvelle et ceux qui font partie de la vague de départs à la retraite sont remplacés par de nouveaux membres qui commencent au bas de l'échelle salariale.

Dans ce contexte financier, nous avons dû faire des choix importants pour l'avenir de notre syndicat.

Certains des facteurs soulignés ci-dessus comportent cependant du positif pour notre syndicat. Par exemple, nous devons syndiquer les travailleurs à temps partiel et occasionnels. Nous avons donc prévu des ressources pour renforcer et accroître notre effectif.

Le SCFP forme également ses conseillers régionaux pour qu'ils puissent offrir de l'information en matière de régimes de retraite aux sections locales de tout le pays. Cette stratégie sera payante aux tables de négociations.

Sur la scène nationale, nous devons aussi gagner une bataille politique : les élections fédérales de 2015. Grâce au projet Ensemble pour un monde plus juste, nous aurons des conversations avec l'ensemble de nos membres. Ensemble, nous nous débarrasserons de ce gouvernement antisyndical et de son programme d'austérité.

CHARLES FLEURY EN LIGNE [twitter.com/CUPENatSec](https://twitter.com/CUPENatSec)



DETTE MOYENNE  
DES ÉTUDIANTS  
CANADIENS :  
27 000 \$.

SCFP.CA/EDUCATION-POSTSECONDAIRE

